



Octobre 2011

## La Libye à l'heure de la reconstruction : une opportunité à saisir pour les entreprises françaises

N°5

Oppportunités émergentes

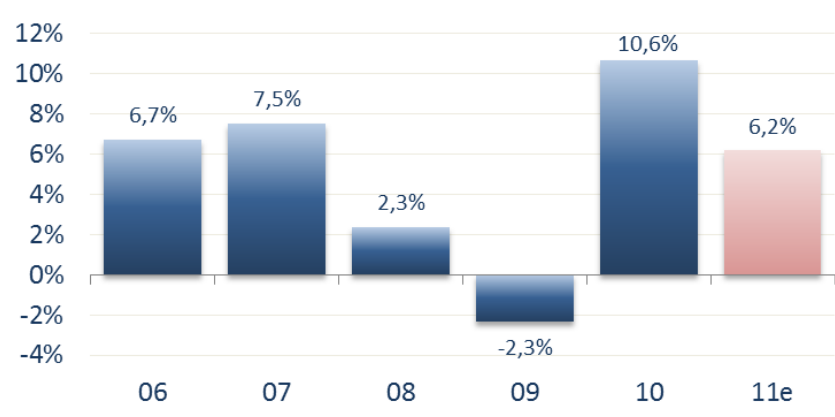
La fin du régime de Mouammar Kadhafi (42 ans de dictature) ouvre la voie à de nouvelles opportunités de développement pour les entreprises françaises désireuses de s'implanter en Libye. Nous vous proposons ce mois-ci de faire le point sur son économie.

### Une croissance forte, portée par les exportations et l'investissement public

Avec la normalisation de ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis et l'Union européenne (levée des sanctions commerciales prises durant les années 1980 et 1990) qui suivit la politique de libéralisation économique mise en œuvre dès 1999 (création de zones de libre-échange, privatisations d'entreprises publiques, encouragement du secteur privé, des investissements étrangers...), la Libye a vu son économie reconnectée au système-monde. La hausse des cours du pétrole durant la dernière décennie a alors permis au pays, devenu deuxième exportateur africain de pétrole, de disposer d'une situation financière relativement saine, en se constituant d'importantes réserves de change. Celles-ci ont permis, sans contracter de dette extérieure, la mise en place d'un vaste programme d'investissements publics dans les infrastructures (télécommunications, routes, ports, secteur de la santé...), avec pour conséquence immédiate, le boom du secteur de la construction.

Résultat : ces dernières années (excepté l'épisode de la crise de 2009), le pays bénéficiait d'une croissance relativement élevée. Entre 2000 et 2010, le PIB libyen a ainsi progressé de plus de 4% en moyenne chaque année. En 2010, la croissance de l'économie libyenne a même dépassé 10%. Cette même année, le PIB par habitant a augmenté de 8,5%.

**Croissance du PIB libyen**  
(taux de croissance annuel, %)



Source : FMI

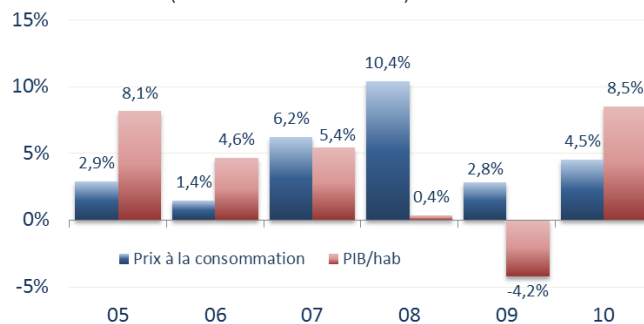
## Une économie peu diversifiée et dépendante du pétrole

Pour autant, ce qui fait la richesse du pays est également son talon d'Achille. La croissance économique du pays paraît extrêmement volatile, fluctuant au gré des cours du pétrole. La Libye peine en effet à diversifier son économie et celle-ci reste extrêmement dépendante de ses ressources en hydrocarbures – le pays détiendrait 40% des réserves du continent africain. En 2010, l'industrie pétrolière a généré environ 55% du PIB libyen. Certains secteurs de l'économie libyenne sont encore à l'état d'embryonnaire (télécoms, transports, tourisme). De fait, lorsque le conflit entre les rebelles et le régime de Kadhafi éclata en février 2011, les échanges commerciaux ont brutalement freiné, en particulier, les exportations de pétrole, tarissant la principale source de revenus pour l'économie du pays.

Dans ce contexte, tout l'enjeu pour le Conseil national de transition (CNT), le gouvernement temporaire de la Libye nouvelle, repose désormais sur le redémarrage rapide du secteur pétrolier pour réamorcer la croissance du pays. Un point positif est le fait que les installations pétrolières (raffineries, terminaux pétroliers) ont été globalement épargnées. La production pétrolière libyenne pourrait donc reprendre rapidement – mais il faudra compter deux ans environ pour qu'elle retrouve son niveau classique de production.

Un autre point faible de l'économie libyenne est l'inflation, relativement élevée dans le pays. Entre 2000 et 2010, les prix à la consommation ont ainsi progressé en moyenne de près de 7% chaque année. Si, depuis 2004, l'économie libyenne se libéralise, celle-ci demeure encore peu concurrentielle, favorisant la montée des prix.

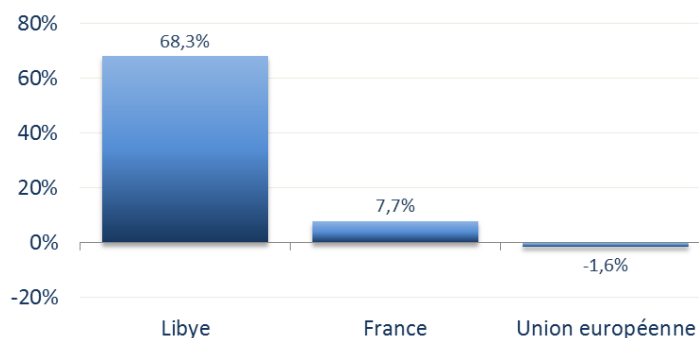
**Croissance du PIB/hab et inflation**  
(taux de croissance annuel)



Source : FMI

Au-delà de ces aspects macroéconomiques, la Libye dispose d'un atout non négligeable et qui peut faire la différence dans les prochaines années : une démographie dynamique. Ainsi, entre 2010 et 2020, la population devrait augmenter de plus de un million de personnes et dépasser les 10 millions d'habitants d'ici 2050 (+68% par rapport à 2010), quand la population au sein de l'Union européenne devrait diminuer de 1,6% durant les 40 prochaines années.

**Evolution démographique d'ici 2050**  
(croissance entre 2010 et 2050)

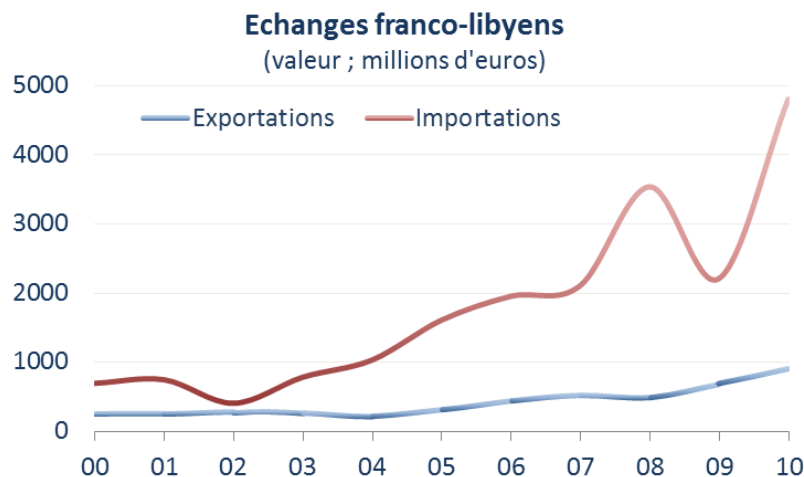


Source : bureau du recensement américain

Opportunités émergentes

## Des relations commerciales déséquilibrées avec la France

L'ouverture économique de la Libye depuis 2004 a sensiblement stimulé les échanges commerciaux avec la France. S'ils demeurent relativement modestes, les échanges franco-libyens sont marqués par un fort déficit commercial structurel du côté français. Depuis le début des années 2000, le solde commercial de la France envers la Libye ne cesse en effet de se détériorer. Sur la période 2000-2010, les exportations françaises vers la Libye (en valeur) ont progressé en moyenne de 13% chaque année, quand les importations augmentaient, elles, de 19%, essentiellement sous l'effet du renchérissement du cours du pétrole.



A l'image de l'économie du pays, les exportations libyennes ne sont quasiment pas diversifiées. Le domaine énergétique est prépondérant. Les hydrocarbures représentent ainsi 99% des exportations libyennes vers la France – le point restant concernant les produits chimiques, les minerais, le fer et l'acier.

Il n'existe quasiment pas de secteurs industriels nationaux capables de satisfaire la demande intérieure. 75% des produits consommés en Libye proviennent ainsi d'importations. De fait, les importations du pays depuis la France sont un peu plus diversifiées que les exportations. Elles concernent essentiellement l'aéronautique (33% des importations depuis la France en 2010) et l'agroalimentaire (en hausse de 250% en 2010). Viennent ensuite les biens d'équipement (machines, téléphonie...) et les biens intermédiaires (composants électriques et électroniques, sidérurgie, chimie), mais quasiment pas de biens de consommation ni d'automobiles. Il existe donc une vraie carte à jouer pour les entreprises françaises prêtes à s'engager sur le marché libyen.

La reconstruction de la Libye constitue une grande opportunité pour les entreprises françaises, d'autant plus que le soutien net du gouvernement français au Conseil national de transition (CNT) face au régime de Kadhafi pourrait leur apporter une bonne partie des nouveaux contrats. Toutefois, pour mener à bien leurs projets industriels ou commerciaux, celles-ci ne peuvent faire l'impasse sur une analyse macroéconomique préalable afin de bien évaluer les couples opportunités / risques.